



## **Préavis au Conseil communal**

---

### **Fixation des plafonds d'endettement et de cautionnements pour la législature 2021-2026**

---

#### **Service des finances**

Maurice Mischler, Municipal des finances

Préavis n° 21/2021

Préavis adopté par la Municipalité, le 02.08.2021



## Table des matières

<b>1</b>	<b>Historique</b> .....	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Bases légales</b> .....	<b>3</b>
2.1	Loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) .....	3
2.2	Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes (RCCom).....	3
<b>3</b>	<b>Fixation du plafond d'endettement</b> .....	<b>3</b>
3.1	Méthode de calcul.....	3
3.2	Indicateurs financiers .....	4
3.3	Plan des investissements 2021 - 2026 .....	6
3.4	Éléments financiers composant le plafond d'endettement.....	6
<b>4</b>	<b>Fixation du plafond d'endettement</b> .....	<b>8</b>
<b>5</b>	<b>Aspects du développement durable</b> .....	<b>9</b>
<b>6</b>	<b>Conclusion</b> .....	<b>11</b>

Monsieur le Président,  
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre adoption le présent préavis traitant des plafonds d'endettement et de cautionnements pour la législature 2021 - 2026.

### 1 Historique

Depuis 1956, les communes avaient l'obligation d'obtenir, auprès du Département cantonal en charge des communes, une approbation pour chaque emprunt ou cautionnement qu'elles souhaitaient contracter auprès de divers bailleurs de fonds. Avec les années, cette solution était devenue toujours plus lourde.

Dans le but de simplifier cette procédure et limiter le contrôle de l'État à la légalité, le Grand Conseil a accepté en mai 2005 de supprimer les autorisations d'emprunts et de cautionnements pour introduire la notion de "plafond d'endettement" dans le cadre de la révision de la Loi sur les communes.

#### Objectifs :

- Respecter les dispositions légales de la nouvelle Constitution vaudoise (art. 139 et 140 Cst-VD) traitant de l'autonomie communale et de la surveillance de l'État ;
- Garantir un meilleur suivi de la gestion des finances communales ;
- Réagir et profiter plus rapidement des conditions du marché des capitaux, au vu de la diminution des autorisations à obtenir ;
- Simplifier et diminuer la charge administrative.

Les plafonds d'endettement et de cautionnements doivent être adoptés par le Conseil communal **au début de chaque législature**. Il est **valable pour la durée de celle-ci**. En fin de législature, les plafonds courent jusqu'à la reconduction de nouveaux plafonds fixés par les autorités communales de la nouvelle législature.



Il convient de préciser que cette procédure ne dispense pas la Municipalité d'obtenir l'aval du Conseil communal pour les emprunts qu'elle souhaite contracter. En effet, le mode de financement figure dans tous les préavis d'investissements présentés.

Enfin, les plafonds d'endettement et de cautionnements peuvent être soumis au référendum communal (art. 107 de la Loi sur l'exercice des droits politiques - LEDP).

## 2 Bases légales

### 2.1 Loi du 28 février 1956 sur les communes (LC)

L'article 143 LC traite des emprunts et dispose que :

*Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le Département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.*

*Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'État qui examine la situation financière de la commune.*

*Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'État dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.*

*Le Conseil d'État fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.*

*Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.*

### 2.2 Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes (RCCom)

L'article 22a RCCom traite de la réactualisation du plafond d'endettement et dispose que :

*Toute demande de modification du plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'État.*

*Dans son examen, celui-ci se fonde sur :*

- *Le budget et les comptes annuels de la commune concernée ;*
- *Une planification financière.*

*La situation financière de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.*

## 3 Fixation du plafond d'endettement

### 3.1 Méthode de calcul

Le plafond d'endettement est déterminé en fonction des investissements actuels et futurs. Jusqu'au 30 juin 2016, il était proposé deux approches pour le calculer :

- **Méthode simplifiée :** pour les communes de moins de 800 habitants n'effectuant aucune planification financière (1,5 fois les recettes courantes 2010, diminuées de l'influence des diverses bascules) ;



- Méthode dynamique : pour les communes de plus de 800 habitants. Nécessite une planification financière.

Ces méthodes, proposées par l'ancienne Autorité de Surveillance des Finances communales (ASFiCO), devenue aujourd'hui la Direction des finances communales de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC), ont été abrogées et remplacées par une nouvelle aide à la détermination du plafond d'endettement, édictée le 7 août 2016.

Cette nouvelle aide propose de fournir une appréciation optimale de l'endettement des communes vaudoises, en tentant d'obtenir une vision consolidée de l'endettement, englobant les dettes externes, ainsi que les cautions accordées (suppression du plafond de risques pour cautionnements, ces derniers étant alors compris dans le plafond d'endettement).

L'endettement doit tenir compte de la nature des dépenses ou investissements consentis, en écartant les cautionnements appréciés comme « sûrs », selon des critères d'évaluation de risques attribués par la collectivité elle-même, et en déduisant les placements du patrimoine financier, ainsi que la part du patrimoine administratif autofinancé (calcul de la dette nette).

Toutefois, en fonction de la structure du bilan de la commune, le choix lui est laissé de choisir entre un plafond d'endettement brut ou un plafond d'endettement net. Selon ce choix, il peut donc fortement varier suivant qu'il est calculé au brut ou au net.

Mais quelle que soit la méthode retenue, le nouveau plafond ne devrait pas excéder les 250% des revenus déterminants (variables en fonction de la méthode retenue et, avant tout, du patrimoine financier de chaque collectivité, vu que celle en possédant un important voit ainsi sa capacité d'endettement s'améliorer).

## **3.2 Indicateurs financiers**

### **3.2.1 Présentation**

Dans le tableau annexé (Annexe n° 1) intitulé « Indicateurs financiers pour le plafond d'endettement », vous trouverez tout d'abord les deux ratios connus permettant de situer la capacité financière de la commune, ainsi qu'un troisième basé sur l'endettement net précité (dette nette).

Les chiffres y figurant sont basés sur les résultats budgétaires 2021, puis par le biais d'augmentations théoriques détaillées sous le point 3.4 ci-après.

### **3.2.2 Quotité de la dette brute**

Le premier ratio mesure l'endettement brut de la commune par rapport aux revenus de fonctionnement courants annuels (base de l'endettement = dernier bilan bouclé connu, soit comptes 2020).

Il compare le total des dettes à court, moyen et long termes (comptes 920, 921 et 922 du passif du bilan) et des engagements envers les fonds spéciaux (comptes 923), déduction faite des annuités et remboursements d'emprunts, par rapport aux revenus de fonctionnement épurés (total des revenus, déduction faite des prélèvements sur fonds et financements spéciaux, ainsi que des imputations internes).



En fonction des critères d'analyse mis à disposition, les résultats obtenus, sans prise en compte des cautionnements, de 137.28% (budget 2021) à 239.68% (projections 2026) situent notre commune entre les valeurs « moyen » (100% - 150%) et « critique » (200% - 300%), mais étant néanmoins encore dans la fourchette basse de cette appréciation ; en prenant en compte les cautionnements admissibles non garantis par gage, ils varient de 137.58% (budget 2021) à 248.78% (projections 2026), se situant toujours dans les mêmes appréciations.

Les communes ne devraient néanmoins pas dépasser la limite tolérée de 250%, cautionnements non garantis compris.

### **3.2.3 Quotité de la charge d'intérêts**

Le second ratio détermine quelle part du revenu a été absorbée par les intérêts de la dette.

Il compare le total des intérêts passifs (groupe 32 des comptes de fonctionnement) et des revenus du patrimoine financier (groupe 422), déduction faite des revenus des biens (groupe 42) et des intérêts de retard sur impôts (2100.4221.00), par rapport aux revenus de fonctionnement épurés (voir point 3.2.2).

Toujours selon les critères définis, les résultats obtenus de 1.44% (budget 2021) à 2.59% (prévisions 2026) situent notre commune dans la valeur « charge moyenne » (1% - 3%).

Les communes ne devraient pas dépasser la limite tolérée de 4.5 %.

### **3.2.4 Endettement net (ou dette nette)**

Ce troisième ratio est le résultat de la proposition de 2015 et mesure l'endettement net de la commune (dette nette) par rapport aux revenus fiscaux annuels, auxquels sont ajoutés les autres revenus et taxes non affectés.

Il compare le total de la dette (comptes 920, 921, 922, 923 et 925 du passif du bilan), sous déduction des disponibilités courantes, débiteurs, placements du patrimoine financier, actifs transitoires (comptes 910, 911, 912 et 913 de l'actif du bilan) et de la part du patrimoine administratif autofinancée par des taxes affectées (calcul de la dette nette), par rapport aux revenus fiscaux, auxquels sont ajoutés les autres revenus et taxes non affectés (revenus courants). Base de la dette = dernier bilan connu, soit les comptes de l'année 2020.

Les cautionnements non garantis par gage doivent encore être additionnés à la dette nette. Les cautionnements consentis sont classés en tenant compte d'un degré de risque déterminé selon l'appréciation de la commune (ceux garantis par cédula hypothécaire étant alors exclus, car considérés comme sans risque).

En fonction des critères d'analyse mis à disposition, les résultats obtenus de 133.08% (budget 2021) à 227.45% (projections 2026) situent notre commune entre les valeurs « charge moyenne » (< 100%) et « très forte charge » (> 250%).

Les communes ne devraient toujours pas dépasser la limite tolérée de 250%, cautionnements non garantis compris.

Toutefois, dans cette variante, Epalinges se retrouve pénalisée par son faible patrimoine financier ; raison pour laquelle ses résultats ne sont pas significativement parlants et n'ont pas été retenus.



### 3.3 Plan des investissements 2021 - 2026

Les dépenses d'investissements, non financées par des recettes affectées ou dons, prévues pour les années 2021 à 2026 sont estimées à CHF 80'985'000.00. Le détail de la planification de ces charges figure à titre indicatif aux pages 81 à 83 de la brochure du budget 2021. Il a également été tenu compte d'une "marge de sécurité" de CHF 20'000'000.00 pour d'éventuels achats de terrains ou biens disponibles (droit de préemption relevant de la nouvelle LPPPL - Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif), ainsi que les dépenses d'investissements du premier semestre 2026.

Tout investissement fait l'objet d'un préavis au Conseil communal indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, ainsi que les charges et produits d'exploitation qu'il entraîne.

### 3.4 Éléments financiers composant le plafond d'endettement

La trésorerie future agit sur la capacité d'endettement de la commune.

Une insuffisance de financement des investissements par la marge d'autofinancement prévisionnelle entraîne une augmentation théorique de la dette (cas inverse pour un excédent de financement).

Les bases du plan financier 2021 - 2026 sont indiquées ci-dessous ; le point de référence est le budget 2021.

Rubriques	Base Budget 2021	Période 2021 - 2026	
<u>Progressions estimées :</u>			
Revenus financiers	6'980'700.00	2.0%	annuelle
Recettes fiscales	34'793'300.00	3.0%	annuelle
Retour du fonds de péréquation	8'153'300.00	1.0%	annuelle
Charges financières	- 30'061'650.00	3.0%	annuelle
Intérêts financiers nouveaux emprunts	- 220'050.00	selon investissements	
Cohésion sociale - participation	- 9'632'000.00	5.0%	annuelle
Prélèvement sur recettes conjoncturelles	- 1'510'000.00	moyenne	
Alimentation du fonds de péréquation	- 8'153'300.00	1.0%	annuelle
Organisation policière vaudoise	- 1'430'000.00	5.0%	annuelle
<b>Marge d'autofinancement</b>	<b>- 1'079'700.00</b>		

Les chiffres pris en compte pour la péréquation directe horizontale et la cohésion sociale restent provisoires et aléatoires ; les incidences financières réelles ne seront connues qu'en 2023.

Bien que difficile à estimer, le taux de progression des recettes fiscales tient compte de l'augmentation prévisible de la population palinzarde (projets immobiliers en cours ou à venir). Les différences résultant de diverses bascules entre l'État et les communes, ainsi qu'entre les acomptes payés et les taxations définitives peuvent influencer les taux de progression.

De plus, l'évolution incertaine de l'économie mondiale (crise sanitaire, taux d'intérêts toujours exceptionnellement bas, etc.) peut également avoir un impact sur les rentrées fiscales.



### 3.4.1 Résultat de la planification selon l'outil de planification PHISAPlan

Le tableau figurant en annexe n° 2 constitue une planification financière se basant sur des données prévisionnelles du logiciel de planification PHISAPlan, que nous utilisons maintenant depuis plusieurs années pour nos prévisions à cinq ans.

Il apporte une vue réaliste de ce que devrait représenter l'endettement réel à l'horizon 2026. Les chiffres tiennent compte d'évaluations dynamiques des charges péréquatives, ainsi que de la cohésion sociale cantonale, tout en tenant compte de la prise en charge de certains amortissements ou coûts par le biais des fonds de réserves à disposition. De plus, les évolutions de la population et de l'indice des prix à la consommation y sont également intégrées, alors que les pourcentages d'estimations des dépenses ou recettes futures peuvent être affinés et calqués sur chaque typologie de charges ou revenus, ainsi que le taux d'imposition communal.

Par conséquent, il donne une image plus réaliste de l'avenir financier d'Épalinges, tout en garantissant que les évaluations habituellement utilisées sur la base de simples estimations statiques ou prospectives ne sont pas aussi « critiques » qu'elles sembleraient pouvoir le laisser croire.

Il s'agit surtout d'un outil très utile permettant le contrôle des prévisions financières à moyen terme de manière plus proactive et démontre que toutes les autres méthodes utilisées se concluent par des résultats plus ou moins semblables.

Cependant, cette analyse proactive nous autorise à garantir que la détermination du plafond d'endettement jusqu'au terme de la présente législature a été effectuée en se basant sur des estimations concrètes.

### 3.4.2 Résultats de la planification selon les méthodes de l'endettement brut et net

Les tableaux figurant en annexes n° 3 (dette brute) et n° 4 (dette nette) constituent des planifications financières se basant sur les mêmes données prévisionnelles que les chiffres de l'annexe n° 2 (PHISAPlan), mais de façon statique (évolutions selon les taux décrits au point 3.4). Par conséquent, il s'agit toujours de documents de travail et de réflexion dans le cadre de ce préavis.

Il en ressort des montants d'endettements brut et net théoriques englobant les cautionnements non garantis par gage.

Ces annexes permettent une comparaison basée sur les comptes 2020. Les résultats présentés démontrent que les prévisions sont assez semblables entre les deux modes de calculs, car, comme évoqué précédemment, Épalinges dispose d'un patrimoine financier limité.

Elles corroborent les estimations chiffrées au moyen des deux méthodes et démontrent que l'estimation proactive est moins critique que les prévisions devant être effectuées au moyen de fichiers Excel statiques mis à disposition.

Néanmoins et pour une meilleure lisibilité dans le temps, il semble préférable de retenir en priorité les critères des recommandations permettant de fixer le plafond d'endettement brut jusqu'au terme de la présente législature.



### 3.4.3 Résultat de la planification selon l'ancienne méthode de l'ASFiCO

Le tableau figurant en annexe n° 5 constitue une planification financière se basant sur des données prévisionnelles de l'ancienne division cantonale chargée du contrôle des comptes communaux. Sa seule ambition est d'être un document de travail et de réflexion dans le cadre de ce préavis.

Néanmoins, il donne une image relativement semblable à celle ressortant des nouvelles méthodes mises à disposition et permettrait également de fixer le plafond d'endettement jusqu'au terme de la présente législature.

### 3.4.4 Résultat de la planification selon la méthode d'évaluation prospective de l'UCV

Pour terminer ces points de comparaisons, les tableaux figurant en annexes n° 6 découlent d'une nouvelle méthode élaborée par l'Union des Communes Vaudoises (UCV) et se basent également sur les mêmes données prévisionnelles que celles de l'annexe n° 2 (PHISAPlan). Il s'agit, là encore, de documents de réflexion dans le cadre de ce préavis.

L'endettement net qui en résulte est bel et bien comparable à celui figurant à l'annexe n° 4 (dette nette).

## 4 Fixation du plafond d'endettement

Les différents éléments composant le plafond d'endettement tiennent compte des dettes (à court, moyen et long termes), des lignes de crédit non utilisées en comptes courants auprès de la BCV (CHF 1'000'000.00) et d'UBS (CHF 1'000'000.00), des investissements et des marges d'autofinancement prévisibles sur cinq ans.

Le plafond de risques pour cautionnements et autres formes de garanties était auparavant arrêté à CHF 15'000'000.00.

Il est actuellement utilisé en couverture des cautionnements de l'Association de la Maison de Paroisse en garantie de son prêt sans intérêts auprès de l'Association Immobilière Paroissiale de la Sallaz pour CHF 150'000.00 et de la Coopérative du logement à but social (CLE) en garantie de trois hypothèques pour les bâtiments du Giziaux pour CHF 1'960'000.00, de la Croix-Blanche pour CHF 3'780'000.00, et pour la parcelle RF 575 (DDP 2912) au chemin de la Girarde pour CHF 1'600'000.00, soit pour un montant total de CHF 7'490'000.00.

Selon la nouvelle aide à la détermination du plafond d'endettement, seuls les cautionnements non garantis par gage (ou partiellement) doivent maintenant être retenus et **additionnés au plafond d'endettement** en vue de déterminer le **plafond d'endettement global**. Dès lors et à l'heure actuelle, seul le cautionnement de CHF 150'000.00 pour l'Association de la Maison de Paroisse doit être considéré comme non garanti par gage.

Toutefois et dans le but de garder un potentiel évolutif pour les années à venir dans des domaines divers, la Municipalité propose de fixer des paliers annuels pour parvenir à une garantie de cautionnements à hauteur de CHF 5'150'000.00 en 2026.

Compte tenu de tous ces éléments, la Municipalité vous propose d'arrêter le plafond d'endettement à CHF 140'000'000.00 pour la législature 2021 - 2026 (Annexe n° 3).



Ce montant théorique peut être modifié à la baisse par la non réalisation d'un investissement ou encore par le bon niveau de notre trésorerie courante. En effet, une partie des investissements prévus devrait pouvoir être financée par les liquidités courantes, au lieu d'emprunter la totalité des montants projetés.

Depuis plusieurs années, la Municipalité s'efforce de ne pas augmenter la dette de manière disproportionnée pour ne pas mettre en péril les investissements futurs ; par conséquent, il est important qu'un contrôle scrupuleux de l'ensemble des dépenses communales continue d'être appliqué.

Toute demande de modification à la hausse du plafond adopté doit faire l'objet d'une nouvelle appréciation de la part du Conseil d'État.

## **5 Aspects du développement durable**

L'impact des plafonds d'endettement et de cautionnements en relation avec le développement durable s'articule autour de deux points principaux.

### Dimension économique

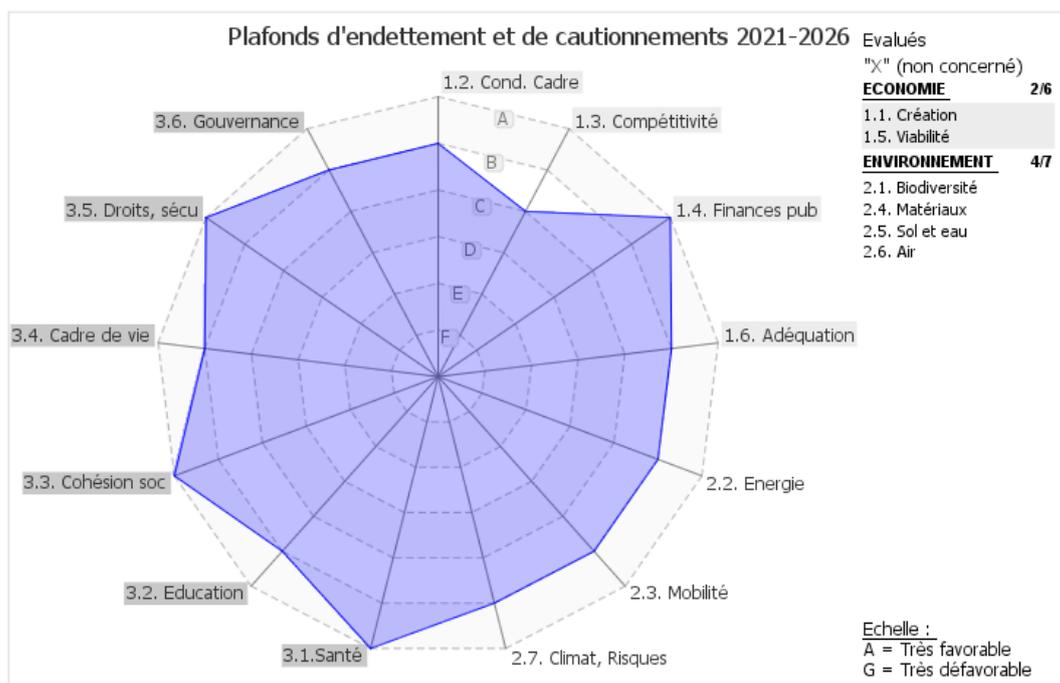
Il s'agit de l'impact essentiel, primordial pour votre Municipalité, recherchant à assurer la meilleure stabilité du coefficient d'imposition communal (identique à celui des derniers exercices comptables). En tablant sur le maintien à son même niveau, la Municipalité recherche à pérenniser au maximum une constance dans la taxation des revenus des contribuables palinzards, en évitant l'effet « yoyo » lié à d'éventuels changements et en ne thésaurisant pas des réserves conséquentes sans aucune contrepartie.

Certes, au vu des différents projets ou réalisations en cours et à venir, l'endettement communal va inévitablement augmenter. Cependant, l'attractivité des taux d'intérêts actuels permet de conserver une charge d'intérêts dans des mesures acceptables, tout en parvenant à satisfaire les besoins nécessaires au fonctionnement d'une Commune en pleine mutation, passant du statut de village à celui d'une Ville moderne et attrayante.

### Dimension sociale

Il serait également possible d'argumenter sur le fait que plus les rentrées fiscales sont élevées, plus la marge à disposition pour investir, sensibiliser ou soutenir le développement durable est présente. Cependant, le but premier des recettes fiscales est de couvrir les charges de fonctionnement courantes (soit les prestations aux habitants) et permettre d'investir dans les meilleures conditions possibles au sens large du terme (et non pas se focaliser sur une seule et même stratégie).

Par conséquent, le développement d'une Commune telle que la nôtre passe avant tout par l'entretien courant des biens communaux, la modernisation et le développement d'infrastructures liés à l'accroissement de sa population, tout en essayant de conserver une attractivité et une vie sociale agréable, en contenant le plus longtemps possible un taux d'imposition communal se situant au-dessous ou au même niveau que la moyenne cantonale.



Certains critères ne sont pas clairement des éléments ayant directement un caractère incitatif pour le développement durable, raison pour laquelle la notation de certains modèles énergétiques ne concernent pas cette évaluation (notation « B » automatique).



## 6 Conclusion

Au vu de ce qui précède, la Municipalité demande au Conseil communal de bien vouloir prendre la décision suivante :

### LE CONSEIL COMMUNAL D'EPALINGES

- vu le préavis n° 21/2021 de la Municipalité du 02.08.2021 ;
- entendu le rapport de la Commission des finances chargée de l'étude de cette affaire ;
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour ;

#### décide

1. d'adopter et fixer le plafond d'endettement de la Commune d'Epalinges, pour les années 2021 à 2026, à **CHF 140'000'000.00** (cent quarante millions de francs) ;
2. de charger la Municipalité de le communiquer à la Direction des finances communales de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) pour en prendre acte.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

Alain Monod



La Secrétaire municipale a.i.

Sylvie Guggenheim

- Annexes :
- indicateurs financiers 2021 - 2026 (Annexe n° 1)
  - éléments de planification financière du logiciel PHISAPlan (Annexe n° 2)
  - plan financier 2021 - 2026 et tableau de synthèse (Annexe n° 3)
  - plan financier 2021 - 2026 selon la méthode de la dette nette (Annexe n° 4)
  - éléments financiers basés sur les anciennes dispositions de l'ASFICO (Annexe n° 5)
  - éléments financiers basés sur l'évaluation prospective de l'UCV (Annexe n° 6)
  - nouveaux tableaux d'évaluation cantonaux (Annexe n° 7)

INDICATEURS FINANCIERS POUR LE PLAFOND D'ENDETTEMENT

RATIOS

Quotité de la dette brute

Formule : 
$$\frac{\text{Dette brute} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

Ne devrait pas être supérieur à 250%

< 50% très bon  
 50% - 100% bon  
 100% - 150% moyen  
 150% - 200% mauvais  
 200% - 300% critique  
 > 300% inquiétant

Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026	
137.28%	178.06%	235.55%	244.41%	240.47%	239.68%	
68'539'053.43	91'153'253.43	123'646'253.43	131'560'653.43	132'741'153.43	135'683'553.43	Dettes brutes*
49'927'300.00	51'192'100.00	52'491'900.00	53'827'500.00	55'200'100.00	56'610'700.00	Revenus épurés**

\* 920 + 921 + 922 + 923, sans les cautionnements admissibles (comparabilité avec années antérieures)

\*\* 4 - 48 - 49

Cautionnements non garantis compris

Quotité de la dette brute

\* 920 + 921 + 922 + 923, avec les cautionnements admissibles non garantis par gage

68'689'053.43	92'303'253.43	125'796'253.43	134'710'653.43	136'891'153.43	140'833'553.43	Dettes brutes *
137.58%	180.31%	239.65%	250.26%	247.99%	248.78%	

Quotité de la charge des intérêts

Formule : 
$$\frac{\text{Intérêts nets} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

Ne devrait pas être supérieur à 4.5%

< 0% pas de charge  
 0% - 1% faible charge  
 1% - 3% charge moyenne  
 3% - 5% forte charge  
 > 5% très forte charge

Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026	
1.44%	1.79%	2.42%	2.54%	2.57%	2.59%	
717'900.00	917'900.00	1'267'900.00	1'367'900.00	1'417'900.00	1'467'900.00	Intérêts nets*
49'927'300.00	51'192'100.00	52'491'900.00	53'827'500.00	55'200'100.00	56'610'700.00	Revenus épurés**

\* 32 - 42 + 422 - majorations ACI + intérêts nouveaux emprunts

\*\* 4 - 48 - 49

Pour comparaison : DETTE NETTE :

Endettement net

Formule : 
$$\frac{\text{Dette nette} \times 100}{\text{Revenus fiscaux et autres}}$$

Ne devrait pas être supérieur à 250%

< 100% faible charge  
 100% - 150% charge moyenne  
 150% - 200% forte charge  
 200% - 250% très forte charge  
 > 250% critique

Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026	
133.08%	187.52%	214.87%	229.36%	227.61%	227.45%	
52'438'279.76	76'052'479.76	89'545'479.76	98'459'879.76	100'640'379.76	103'582'779.76	Dette nette*
39'404'100.00	40'557'300.00	41'674'800.00	42'927'300.00	44'215'900.00	45'541'700.00	Revenus**

\* 920 + 921 + 922 + 923 + 925 - 910 - 911 - 912 - 913, sans les cautionnements garantis par gage ou partiellement (selon instructions de la Direction des finances communales)

\*\* 40 + autres revenus et taxes non affectées

Attention : cette variante ne tient pas compte des fonds et réserves à disposition.



## Synthèse de la planification : Base Epalinges 2021-2026 (Comptes 2020 bouclés + Budget 2021)

	2017	2018	2019	2020	B2021	2022	2023	2024	2025	2026
Total des charges	58'010'297.00	61'261'989.00	53'154'098.00	55'810'117.00	56'255'500.00	53'866'627.00	55'281'721.00	57'147'206.00	58'152'986.00	59'696'855.00
Total des revenus	58'014'396.00	61'265'240.00	53'156'996.00	55'813'160.00	56'046'300.00	58'954'598.00	58'575'641.00	57'872'976.00	57'472'327.00	57'079'882.00
Charges épurées	44'810'843.00	49'535'323.00	48'151'951.00	48'670'281.00	51'007'000.00	51'575'301.00	52'458'161.00	53'036'338.00	53'540'400.00	54'044'808.00
Revenus épurés	44'851'200.00	57'521'791.00	49'936'851.00	51'295'089.00	49'927'300.00	50'509'236.00	51'312'007.00	52'084'962.00	52'671'487.00	53'266'106.00
Excédents de charges / revenus	4'099.00	3'251.00	2'898.00	3'043.00	-209'200.00	5'087'971.00	3'293'920.00	725'770.00	-680'659.00	-2'616'973.00
Excédents de charges / revenus cumulés	4'099.00	7'350.00	10'248.00	13'291.00	-195'909.00	4'892'062.00	8'185'982.00	8'911'752.00	8'231'093.00	5'614'120.00
Marge d'auto-financement	40'357.00	7'986'468.00	1'784'900.00	2'624'808.00	-1'079'700.00	-1'066'065.00	-1'146'154.00	-95'1376.00	-868'913.00	-778'702.00
Marge d'auto-financement cumulée	40'357.00	8'026'825.00	9'811'725.00	12'436'533.00	11'356'833.00	10'290'768.00	9'144'614.00	8'193'238.00	7'324'325.00	6'545'623.00
Placement du patrimoine financier	18'746'281.00	21'591'776.00	20'027'358.00	16'250'774.00	18'040'000.00	15'435'000.00	34'145'000.00	34'145'000.00	31'445'000.00	29'445'000.00
Investissements du patrimoine administratif	41'208'272.00	46'256'306.00	45'551'240.00	53'984'054.00	60'011'800.00	84'933'300.00	99'829'300.00	107'659'800.00	106'663'801.00	103'540'302.00
Dettes	38'196'489.00	40'249'740.00	39'160'766.00	43'618'753.00	50'000'000.00	72'551'666.00	106'913'332.00	116'774'998.00	115'599'998.00	114'024'998.00
Financements spéciaux et réserves	21'758'065.00	27'598'342.00	26'417'831.00	26'616'075.00	25'000'000.00	18'610'798.00	13'415'058.00	9'706'746.00	6'997'493.00	5'287'265.00
Taux d'imposition communal	66.00	66.00	66.00	66.00	64.50	64.50	64.50	64.50	64.50	64.50
Charges par habitant	4'800.30	5'147.06	4'963.61	4'989.27	5'230.51	5'469.80	5'585.70	5'745.75	5'818.21	5'943.53
Solde net des péréquations (sans ref. pol.)	10'887'614.00	11'320'630.00	10'244'995.00	11'994'374.00	10'617'500.00	10'576'812.00	10'615'579.00	10'696'930.00	10'977'667.00	11'263'462.00
Dette nette (- marge auto-financement cumulée)	38'156'132.00	32'222'915.00	29'349'041.00	31'182'220.00	38'643'167.00	62'260'898.00	97'768'718.00	108'581'760.00	108'275'673.00	107'479'375.00

## Synthèse des comptes de la planification : Base Epalinges 2021-2026 (Comptes 2020 bouclés + Budget 2021)

Compte	Sous-compte	Intitulé	2016	2017	2018	2019	2020	B2021	2022	2023	2024	2025	2026
30		Autorités et personnel	8'610'717	9'122'998	9'824'414	10'196'318	10'408'856	10'941'880	11'021'881	11'102'467	11'183'643	11'265'412	11'347'779
Total du compte 30			8'610'717	9'122'998	9'824'414	10'196'318	10'408'856	10'941'880	11'021'881	11'102'467	11'183'643	11'265'412	11'347'779
31		Biens, services et marchandises	7'181'302	6'670'785	7'253'445	6'641'745	5'997'549	8'102'950	8'129'709	8'156'556	8'183'491	8'210'515	8'237'629
Total du compte 31			7'181'302	6'670'785	7'253'445	6'641'745	5'997'549	8'102'950	8'129'709	8'156'556	8'183'491	8'210'515	8'237'629
32		Intérêts passifs	611'374	573'242	556'231	559'269	538'718	727'900	842'082	1'229'656	1'307'030	1'304'720	1'297'130
Total du compte 32			611'374	573'242	556'231	559'269	538'718	727'900	842'082	1'229'656	1'307'030	1'304'720	1'297'130
33	330-a	Autres amortissements du patrimoine financier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
33	330-cd	Amortissements créances et débiteurs (calcul point d'impôt)	174'362	191'929	261'895	328'504	297'070	252'000	253'843	255'699	257'569	259'452	261'349
33	331-a	Amortissements obligatoires du patrimoine administratif (hors routes et infrastructures)	1'267'219	1'294'378	1'494'340	1'599'724	1'746'463	2'232'000	120'999	539'832	1'777'498	1'907'498	2'920'831
33	331-ri	Amortissements obligatoires du patrimoine administratif (routes et infrastructures, dépenses thématiques)	600'000	600'000	649'714	655'662	680'000	720'000	114'167	215'834	253'668	613'501	627'668
33	332	Autres amortissements du patrimoine administratif	1'799'418	4'074'608	728'927	701'749	0	0	0	0	0	0	0
Total du compte 33			3'840'999	6'160'915	3'134'876	3'285'639	2'723'533	3'204'000	489'009	1'011'365	2'288'735	2'780'451	3'809'848
35	351-a	Autres part./ remb. à des charges cantonales (inclus réforme policière)	4'644'494	6'127'509	7'366'822	6'428'703	6'686'943	7'427'100	7'518'624	7'611'276	7'705'070	7'800'019	7'896'139
35	351-fs	Participation à la cohésion sociale cantonale	8'548'489	8'748'408	10'718'430	10'420'949	9'848'354	9'632'000	9'203'636	9'316'188	9'429'566	9'543'758	9'658'749
35	352-a	Autres participations/ remboursements à des charges communales	1'272'251	1'611'510	1'631'688	1'752'153	1'889'670	2'047'250	2'047'250	2'047'250	2'047'250	2'047'250	2'047'250
35	352-per	Alimentation de la péréquation horizontale	8'576'575	8'474'664	8'570'041	8'293'042	10'299'304	9'138'800	9'547'301	9'706'079	9'867'554	10'031'771	10'198'779
Total du compte 35			23'041'809	24'962'091	28'286'981	26'894'847	28'724'271	28'245'150	28'316'811	28'680'793	29'049'440	29'422'798	29'800'917
36		Aides et subventions	2'924'430	3'289'798	3'352'357	3'531'268	2'703'817	2'989'120	3'010'975	3'032'990	3'055'165	3'077'503	3'100'004
Total du compte 36			2'924'430	3'289'798	3'352'357	3'531'268	2'703'817	2'989'120	3'010'975	3'032'990	3'055'165	3'077'503	3'100'004
38	380	Attribution aux fonds de réserve et de renouvellement	2'606'933	5'875'738	7'478'911	451'623	2'517'451	52'500	52'621	52'742	52'863	52'985	53'107
38	381	Attribution aux financements spéciaux	0	176'885	165'000	366'894	889'842	754'800	757'293	759'794	762'303	764'820	767'346
Total du compte 38			2'606'933	6'052'623	7'643'911	818'517	3'407'293	809'914	812'536	815'566	817'805	819'805	820'453
39		Imputations internes	927'876	1'177'845	1'209'774	1'226'495	1'306'080	1'237'200	1'246'246	1'255'358	1'264'536	1'273'782	1'283'095
Total du compte 39			927'876	1'177'845	1'209'774	1'226'495	1'306'080	1'237'200	1'246'246	1'255'358	1'264'536	1'273'782	1'283'095
Total des Charges			49'745'440	58'010'297	61'261'989	53'154'098	55'810'117	56'255'500	53'866'627	55'281'721	57'147'206	58'152'986	59'696'855

Compte	Sous-compte	Intitulé	2016	2017	2018	2019	2020	B2021	2022	2023	2024	2025	2026
40	400	Personnes physiques (revenu, fortune, à la source, étrangers)	25'761'370.00	25'817'801.00	27'077'689.00	28'233'208.00	27'856'997.00	27'750'000.00	28'231'170.00	28'720'686.00	29'218'690.00	29'725'327.00	30'240'749.00
40	401	Personnes morales (bénéfice et capital)	2'388'482.00	237'925.00	1'844'568.00	1'039'851.00	1'122'593.00	980'000.00	984'219.00	988'456.00	992'711.00	996'984.00	1'001'275.00
40	402	Impôt foncier	2'008'205.00	2'086'777.00	2'180'344.00	2'205'843.00	2'300'044.00	2'350'000.00	2'378'959.00	2'408'275.00	2'437'952.00	2'467'995.00	2'498'408.00
40	404	Droits de mutation (conjuncturels)	1'068'042.00	1'047'266.00	950'373.00	1'023'124.00	1'422'717.00	1'000'000.00	1'007'311.00	1'014'676.00	1'022'095.00	1'029'568.00	1'037'095.00
40	405	Impôts sur successions et donations (conjuncturels)	2'477'980.00	1'157'193.00	5'419'507.00	559'961.00	801'109.00	1'000'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00
40	406+409	Autres impôts	150'536.00	121'407.00	149'893.00	133'394.00	130'215.00	146'000.00	146'336.00	146'673.00	147'010.00	147'348.00	147'687.00
Total du compte 40			33'854'615.00	30'468'369.00	37'622'374.00	33'195'381.00	33'633'675.00	33'226'000.00	33'747'995.00	34'278'766.00	34'818'458.00	35'367'222.00	35'925'214.00
41		Patentes et concessions	35'402.00	34'762.00	34'210.00	33'339.00	33'122.00	33'500.00	33'577.00	33'654.00	33'732.00	33'809.00	33'887.00
Total du compte 41			35'402.00	34'762.00	34'210.00	33'339.00	33'122.00	33'500.00	33'577.00	33'654.00	33'732.00	33'809.00	33'887.00
42		Revenus du patrimoine	717'001.00	680'608.00	710'279.00	733'286.00	620'252.00	670'700.00	678'965.00	687'332.00	695'802.00	704'376.00	713'056.00
Total du compte 42			717'001.00	680'608.00	710'279.00	733'286.00	620'252.00	670'700.00	678'965.00	687'332.00	695'802.00	704'376.00	713'056.00
43	43-pni	Produits liés à de nouveaux investissements	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
43	43-tep	Taxes, émoluments, produits des ventes	3'187'439.00	4'503'572.00	3'440'176.00	3'739'751.00	4'649'930.00	4'317'800.00	4'327'731.00	4'337'685.00	4'347'661.00	4'357'661.00	4'367'684.00
Total du compte 43			3'187'439.00	4'503'572.00	3'440'176.00	3'739'751.00	4'649'930.00	4'317'800.00	4'327'731.00	4'337'685.00	4'347'661.00	4'357'661.00	4'367'684.00
44	44-a	Solde compte 44 (autres que des gains immobiliers et impôts frontaliers)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
44	4411	Gains immobiliers (conjuncturels)	865'144.00	584'342.00	1'124'198.00	704'286.00	1'320'387.00	810'000.00	819'982.00	830'087.00	840'316.00	850'671.00	861'154.00
44	4415	Part à l'imposition des frontaliers	192'166.00	219'157.00	292'689.00	263'683.00	308'570.00	330'000.00	332'413.00	334'843.00	337'292.00	339'758.00	342'242.00
Total du compte 44			1'057'310.00	803'499.00	1'416'887.00	967'969.00	1'628'957.00	1'140'000.00	1'152'395.00	1'164'930.00	1'177'608.00	1'190'429.00	1'203'396.00
45	451	Participations et remboursements du canton	149'933.00	161'099.00	1'240'089.00	1'240'093.00	268'647.00	295'300.00	298'939.00	302'623.00	306'352.00	310'127.00	313'949.00
45	452-a	Autres participations des communes/ associations de communes	361'288.00	1'686'356.00	4'897'017.00	1'315'239.00	2'178'376.00	1'891'600.00	1'895'951.00	1'900'312.00	1'904'682.00	1'909'063.00	1'913'454.00
45	452-dth	Dépenses thématiques	2'900'481.00	3'362'446.00	3'578'102.00	3'623'896.00	3'300'000.00	3'402'700.00	3'203'426.00	3'394'129.00	3'545'771.00	3'501'583.00	3'455'928.00
45	452-per	Participation des communes (péréquation à recevoir)	3'844'811.00	2'973'012.00	4'389'739.00	4'845'100.00	4'853'284.00	4'750'600.00	4'970'699.00	5'012'559.00	5'054'419.00	5'096'279.00	5'138'138.00
45	452-pla	Plafonnements	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total du compte 45			7'256'513.00	8'182'913.00	14'104'947.00	11'024'328.00	10'600'307.00	10'340'200.00	10'369'015.00	10'609'623.00	10'811'224.00	10'817'052.00	10'821'469.00
46		Autres prestations et subventions	197'013.00	177'477.00	192'918.00	242'797.00	128'846.00	199'100.00	199'558.00	200'017.00	200'477.00	200'938.00	201'400.00
Total du compte 46			197'013.00	177'477.00	192'918.00	242'797.00	128'846.00	199'100.00	199'558.00	200'017.00	200'477.00	200'938.00	201'400.00
48	480	Prélèvements sur des fonds de réserve et renouvellement	2'475'190.00	11'977'763.00	1'856'870.00	1'476'142.00	2'971'229.00	4'601'800.00	6'915'666.00	5'721'333.00	4'232'999.00	3'232'999.00	2'232'999.00
48	481	Prélèvements sur les financements spéciaux	35'942.00	7'588.00	676'805.00	517'508.00	240'762.00	280'000.00	283'450.00	286'943.00	290'479.00	294'059.00	297'682.00
Total du compte 48			2'511'132.00	11'985'351.00	2'533'675.00	1'993'650.00	3'211'991.00	4'881'800.00	7'199'116.00	6'008'276.00	4'523'478.00	3'527'058.00	2'530'681.00
49		Imputations internes	927'876.00	1'177'845.00	1'209'774.00	1'226'495.00	1'306'080.00	1'237'200.00	1'246'246.00	1'255'358.00	1'264'536.00	1'273'782.00	1'283'095.00
Total du compte 49			927'876.00	1'177'845.00	1'209'774.00	1'226'495.00	1'306'080.00	1'237'200.00	1'246'246.00	1'255'358.00	1'264'536.00	1'273'782.00	1'283'095.00
Total des Revenus			49'744'301.00	58'014'396.00	61'265'240.00	53'156'996.00	55'813'160.00	56'046'300.00	58'954'598.00	58'575'641.00	57'872'976.00	57'472'327.00	57'079'882.00



## PLAN FINANCIER 2021 - 2026

Libellé	Base Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026	Cumul
Revenus financiers *	6'980'700.00	7'120'300.00	7'262'700.00	7'407'900.00	7'556'000.00	7'707'100.00	44'034'700.00
Recettes fiscales	34'793'300.00	35'837'000.00	36'912'100.00	38'019'400.00	39'159'900.00	40'334'600.00	225'056'300.00
Retour du fonds de péréquation	8'153'300.00	8'234'800.00	8'317'100.00	8'400'200.00	8'484'200.00	8'569'000.00	50'158'600.00
Charges financières **	-30'061'650.00	-30'963'500.00	-31'892'400.00	-32'849'100.00	-33'834'500.00	-34'849'500.00	-194'450'650.00
Intérêts financiers sur les emprunts futurs	-220'050.00	-200'000.00	-350'000.00	-100'000.00	-50'000.00	-50'000.00	-970'050.00
Facture sociale	Participation communale	-9'632'000.00	-10'113'600.00	-10'619'200.00	-11'150'100.00	-11'707'600.00	-65'515'400.00
	Prélèvement sur recettes conjoncturelles	-1'510'000.00	-1'300'000.00	-1'400'000.00	-1'400'000.00	-1'500'000.00	-8'610'000.00
Alimentation du fonds de péréquation	-8'153'300.00	-8'234'800.00	-8'317'100.00	-8'400'200.00	-8'484'200.00	-8'569'000.00	-50'158'600.00
Organisation policière vaudoise (réforme 2012)	-1'430'000.00	-1'501'500.00	-1'546'500.00	-1'592'800.00	-1'624'600.00	-1'657'000.00	-9'352'400.00
<b>Marge d'autofinancement prévisionnelle</b>	<b>-1'079'700.00</b>	<b>-1'121'300.00</b>	<b>-1'633'300.00</b>	<b>-1'664'700.00</b>	<b>-2'000'800.00</b>	<b>-2'307'700.00</b>	<b>-9'807'500.00</b>

\* Sans les impôts et le retour du fonds de péréquation

\*\* Sans la facture sociale et l'alimentation au fonds de péréquation

## FIXATION DU PLAFOND D'ENDETTEMENT POUR LA PÉRIODE 2021 - 2026

Libellé	Comptes 2020	Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'investissements	10'998'695.59	24'310'000.00	23'710'000.00	33'725'000.00	9'495'000.00	1'525'000.00	2'000'000.00
Recettes d'investissements	-122'959.96	-86'000.00	-217'100.00	-865'300.00	-1'245'300.00	-345'300.00	-365'300.00
Marge d'autofinancement *	-2'921'877.04	-1'079'700.00	-1'121'300.00	-1'633'300.00	-1'664'700.00	-2'000'800.00	-2'307'700.00
Insuffisance / (-) Excédent de financement	7'953'858.59	25'303'700.00	24'614'200.00	34'493'000.00	9'914'400.00	3'180'500.00	3'942'400.00
Dettes à court, moyen et long termes **	43'618'753.43	66'539'053.43	89'153'253.43	121'646'253.43	129'560'653.43	130'741'153.43	133'683'553.43
Cautionnements non garantis par gage ou partiellement	230'000.00	150'000.00	1'150'000.00	2'150'000.00	3'150'000.00	4'150'000.00	5'150'000.00
Lignes de crédit non utilisées (comptes courants)	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00
<b>Plafond d'endettement brut admissible</b>	<b>45'848'753.43</b>	<b>68'689'053.43</b>	<b>92'303'253.43</b>	<b>125'796'253.43</b>	<b>134'710'653.43</b>	<b>136'891'153.43</b>	<b>140'833'553.43</b>

\* Voir plan financier ci-dessus

\*\* Comptes de bilan 920 + 921 + 922 + 923 + 925

**Plafond d'endettement** à communiquer à la Direction des finances communales de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes dans le cadre de la remise du budget 2022 :

<b>Plafond d'endettement BRUT admissible, arrondi à</b>	<b>140'000'000.00</b>
---	-----------------------

Calcul de la quotité de la dette brute sans cautionnements :		Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dettes brutes	Dettes + lignes de crédit	68'539'053.43	91'153'253.43	123'646'253.43	131'560'653.43	132'741'153.43	135'683'553.43
Revenus de fonctionnement épurés		49'927'300.00	51'192'100.00	52'491'900.00	53'827'500.00	55'200'100.00	56'610'700.00
<b>Quotité de la dette brute</b>	<b>Ne devrait pas être supérieur à 250%</b>	<b>137.28%</b>	<b>178.06%</b>	<b>235.55%</b>	<b>244.41%</b>	<b>240.47%</b>	<b>239.68%</b>

Calcul de la quotité de la dette brute avec cautionnements non garantis par gage :		Budget 2021	2017	2018	2019	2020	2021
Dettes brutes	Dettes + cautionnements non garantis + lignes de crédit	68'689'053.43	92'303'253.43	125'796'253.43	134'710'653.43	136'891'153.43	140'833'553.43
Revenus de fonctionnement épurés		49'927'300.00	51'192'100.00	52'491'900.00	53'827'500.00	55'200'100.00	56'610'700.00
<b>Quotité de la dette brute</b>	<b>Ne devrait pas être supérieur à 250%</b>	<b>137.58%</b>	<b>180.31%</b>	<b>239.65%</b>	<b>250.26%</b>	<b>247.99%</b>	<b>248.78%</b>

## PLAN FINANCIER 2021 - 2026

Libellé	Base Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026	Cumul
Revenus financiers *	6'980'700.00	7'120'300.00	7'262'700.00	7'407'900.00	7'556'000.00	7'707'100.00	44'034'700.00
Recettes fiscales	34'793'300.00	35'837'000.00	36'912'100.00	38'019'400.00	39'159'900.00	40'334'600.00	225'056'300.00
Retour du fonds de péréquation	8'153'300.00	8'234'800.00	8'317'100.00	8'400'200.00	8'484'200.00	8'569'000.00	50'158'600.00
Charges financières **	-30'061'650.00	-30'963'500.00	-31'892'400.00	-32'849'100.00	-33'834'500.00	-34'849'500.00	-194'450'650.00
Intérêts financiers sur les emprunts futurs	-220'050.00	-200'000.00	-350'000.00	-100'000.00	-50'000.00	-50'000.00	-970'050.00
Facture sociale	Participation communale	-9'632'000.00	-10'113'600.00	-10'619'200.00	-11'150'100.00	-11'707'600.00	-65'515'400.00
	Prélèvement sur recettes conjoncturelles	-1'510'000.00	-1'300'000.00	-1'400'000.00	-1'400'000.00	-1'500'000.00	-8'610'000.00
Alimentation du fonds de péréquation	-8'153'300.00	-8'234'800.00	-8'317'100.00	-8'400'200.00	-8'484'200.00	-8'569'000.00	-50'158'600.00
Organisation policière vaudoise (réforme 2012)	-1'430'000.00	-1'501'500.00	-1'546'500.00	-1'592'800.00	-1'624'600.00	-1'657'000.00	-9'352'400.00
<b>Marge d'autofinancement prévisionnelle</b>	<b>-1'079'700.00</b>	<b>-1'121'300.00</b>	<b>-1'633'300.00</b>	<b>-1'664'700.00</b>	<b>-2'000'800.00</b>	<b>-2'307'700.00</b>	<b>-9'807'500.00</b>

\* Sans les impôts et le retour du fonds de péréquation

\*\* Sans la facture sociale et l'alimentation au fonds de péréquation

## NOUVEAU DÈS 2016 : DETTE NETTE - FIXATION DU PLAFOND D'ENDETTEMENT POUR LA PÉRIODE 2021 - 2026

Libellé	Comptes 2020	Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'investissements	10'998'695.59	24'310'000.00	23'710'000.00	33'725'000.00	9'495'000.00	1'525'000.00	2'000'000.00
Recettes d'investissements	-122'959.96	-86'000.00	-217'100.00	-865'300.00	-1'245'300.00	-345'300.00	-365'300.00
Marge d'autofinancement *	-2'921'877.04	-1'079'700.00	-1'121'300.00	-1'633'300.00	-1'664'700.00	-2'000'800.00	-2'307'700.00
Insuffisance / (-) Excédent de financement	7'953'858.59	25'303'700.00	24'614'200.00	34'493'000.00	9'914'400.00	3'180'500.00	3'942'400.00
Dettes nettes ** (920+921+922+923+925-910-911-912-913)	27'367'979.76	50'288'279.76	72'902'479.76	85'395'479.76	93'309'879.76	94'490'379.76	96'432'779.76
Cautionnements non garantis par gage ou partiellement	230'000.00	150'000.00	1'150'000.00	2'150'000.00	3'150'000.00	4'150'000.00	5'150'000.00
Lignes de crédit non utilisées (comptes courants)	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00
Dettes nettes admissibles	29'597'979.76	52'438'279.76	76'052'479.76	89'545'479.76	98'459'879.76	100'640'379.76	103'582'779.76

\* Voir plan financier ci-dessus

\*\* Comptes de bilan 920 + 921 + 922 + 923 + 925 - 910 - 911 - 912 - 913

Calcul de la quotité de la dette nette (endettement net) :

	Budget 2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dettes nettes	52'438'279.76	76'052'479.76	89'545'479.76	98'459'879.76	100'640'379.76	103'582'779.76
Revenus fiscaux + autres revenus réguliers et taxes non affectées	39'404'100.00	40'557'300.00	41'674'800.00	42'927'300.00	44'215'900.00	45'541'700.00
<b>Quotité de la dette nette</b>	<b>Ne devrait pas être supérieur à 250%</b>	<b>133.08%</b>	<b>187.52%</b>	<b>214.87%</b>	<b>229.36%</b>	<b>227.45%</b>

Attention : cette variante ne tient pas compte des fonds et réserves à disposition.

Fixation du plafond d'endettement de la commune d'Epalinges :

Annexe n° 5



Libellés	Rubriques	Comptes 2020	B2021	2022	2023	2024	2025
Marge d'autofinancement *	Résultat + 331 + 332 + 38 - 48	2'921'877.04	-1'079'700.00	-1'101'294.00	-1'435'482.72	-1'731'091.60	-2'039'285.14
Dépenses d'investissement	5	10'998'695.59	24'310'000.00	23'710'000.00	35'725'000.00	9'495'000.00	1'525'000.00
Recettes d'investissement	61 + 62 + 66	122'959.96	86'000.00	217'100.00	865'300.00	1'245'300.00	345'300.00
<i>Insuffisance / Excédent de financement propres</i>		7'953'858.59	25'303'700.00	24'594'194.00	36'295'182.72	9'980'791.60	3'218'985.14
Dettes à court, moyen et long termes	920 + 921 + 922 + 923 + 925	43'618'753.43	63'000'000.00	87'594'194.00	123'889'376.72	133'870'168.32	137'089'153.47
Lignes de crédit non utilisées	Cptes courants	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00
<b>Plafond d'endettement brut admissible (Niveau 1)</b>		45'618'753.43	65'000'000.00	89'594'194.00	125'889'376.72	135'870'168.32	139'089'153.47
Actifs circulants (valeur comptable)	910 + 911 + 912 + 913	16'250'773.67	16'400'000.00	16'500'000.00	36'500'000.00	36'500'000.00	36'500'000.00
Pertes/Gains sur réalisations du patrimoine financier	910 + 911 + 912 + 913	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>Plafond d'endettement net (Niveau 2)</b>		29'367'979.76	48'600'000.00	73'094'194.00	89'389'376.72	99'370'168.32	102'589'153.47

Calcul de la marge d'autofinancement :

Charges de fonctionnement épurées	30 + 31 + 32 + 330 + 35 + 36	48'373'209.52	51'007'000.00	52'027'140.00	53'379'845.64	54'714'341.78	56'082'200.33
Revenus de fonctionnement épurés	40 + 41 + 42 + 43 + 44 + 45 + 46	51'295'086.56	49'927'300.00	50'925'846.00	51'944'362.92	52'983'250.18	54'042'915.18
* Marge d'autofinancement		2'921'877.04	-1'079'700.00	-1'101'294.00	-1'435'482.72	-1'731'091.60	-2'039'285.14

Plafond d'endettement à communiquer à la Direction des finances communales de la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes dans le cadre de la remise du budget 2022 :

<b>Plafond d'endettement brut admissible (Niveau 1)</b>	<b>139'089'153.47</b>	(prendre le montant le plus élevé ressortant du niveau 1)
<b>Plafond d'endettement net (Niveau 2)</b>	102'589'153.47	(prendre le montant le plus élevé ressortant du niveau 2)
<b>Plafond de risques pour cautionnements</b>	69'544'576.73	(< 50% du plafond d'endettement brut admissible (Niveau 1))
<b>Plafond cautionnements (40% capital et réserves)</b>	<b>10'267'600.00</b>	(ne doit pas excéder, en principe, le 40% du capital et des réserves de la commune (9281 + 9282 + 9290))

Calcul de la quotité de la dette brute :

Dettes brutes	920 + 921 + 922 + 923	43'032'833.76	62'032'833.76	86'032'833.76	122'032'833.76	132'032'833.76	135'032'833.76
Revenus de fonctionnement épurés	40 + 41 + 42 + 43 + 44 + 45 + 46	51'295'086.56	49'927'300.00	50'925'846.00	51'944'362.92	52'983'250.18	54'042'915.18
<b>Quotité de la dette brute</b>	<b>Ne devrait pas être supérieur à 250%</b>	<b>83.89%</b>	<b>124.25%</b>	<b>168.94%</b>	<b>234.93%</b>	<b>249.20%</b>	<b>249.86%</b>

## Données - Résumés des comptes

Commune : Epalinges

Annexe n° 6

CHARGES PAR NATURE		2016	2017	2018	2019	2020
30	Autorités et personnel	8'610'717	9'122'998	9'824'414	10'196'318	10'408'856
31	Biens, services, marchandises	7'181'302	6'670'785	7'253'445	6'641'745	5'997'549
32	Intérêts passifs	611'374	573'242	556'232	559'269	538'718
321	Intérêts des dettes à court terme	506	42	0	0	0
322	Intérêts des dettes à moyen et long termes	583'743	553'300	537'086	550'250	528'346
33	Amortissements	3'840'999	6'160'915	3'134'878	3'285'639	2'723'534
330	Amortissements du patrimoine financier	174'362	191'929	261'895	328'504	297'070
331	Amortissements obligatoires du patrimoine administratif	1'867'218	1'894'378	2'144'055	2'255'386	2'426'463
332	Autres amortissement du patrimoine administratif	1'799'418	4'074'608	728'927	701'749	0
333	Amortissement du découvert	0	0	0	0	0
35	Remboursements, participations et subv.	25'304'918	26'419'687	28'286'983	26'894'847	28'724'271
36	Aides et subventions	2'924'430	3'289'798	3'352'357	3'531'268	2'703'817
38	Attributions aux fonds et aux financements spéciaux	2'606'933	6'052'623	7'643'912	818'517	3'407'293
381	Attributions aux financements spéciaux	0	176'885	165'000	366'894	889'842
39	Imputations internes	927'876	1'177'845	1'209'774	1'226'495	1'306'080
TOTAL CHARGES		52'008'548	59'467'894	61'261'995	53'154'098	55'810'116
REVENUS PAR NATURE		2016	2017	2018	2019	2020
40	Impôts	34'046'780	30'687'526	37'915'063	33'459'065	33'942'243
400	Impôts sur le revenu et la fortune	25'953'536	26'036'958	27'370'378	28'496'891	28'165'567
401	Impôts sur le bénéfice et le capital PM	2'388'482	237'925	1'844'568	1'039'851	1'122'593
41	Patentes, concessions	35'403	34'762	34'211	33'339	33'122
42	Revenus du patrimoine	717'001	680'608	710'279	733'286	620'252
424	Gains comptables	0	0	0	60'000	472
43	Taxes, émoluments, produits des ventes	3'187'439	4'503'572	3'440'176	3'739'751	4'649'930
44	Parts à des recettes cantonales	869'388	584'343	1'124'198	704'286	1'320'387
45	Participations et remboursements de collectivités	9'519'622	9'640'509	14'104'948	11'024'328	10'600'307
46	Autres participations et subventions	197'013	177'477	192'918	242'797	128'846
48	Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	2'511'133	11'985'351	2'533'675	1'993'650	3'211'991
481	Prélèvements sur les financements spéciaux	35'942	7'588	676'805	517'508	240'762
49	Imputations internes	927'876	1'177'845	1'209'774	1'226'495	1'306'080
TOTAL REVENUS		52'011'654	59'471'992	61'265'242	53'156'996	55'813'158
Résultat comptable		3'107	4'099	3'247	2'898	3'042
Contrôle imputations internes		OK	OK	OK	OK	OK
900	Clôture du compte de fonctionnement (négatif si perte)	3'107	4'099	3'247	2'898	3'042
Contrôle résultats		OK	OK	OK	OK	OK
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2016	2017	2018	2019	2020
50	Investissements	7'253'746	7'485'304	8'104'424	3'414'742	10'998'696
52	Prêts et participations permanentes	0	0	0	0	0
56	Subvention d'investissement	0	0	0	0	0
58	Autres investissements	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES		7'253'746	7'485'304	8'104'424	3'414'742	10'998'696
RECETTES D'INVESTISSEMENT		2016	2017	2018	2019	2020
60	Transferts au patrimoine financier	0	0	0	0	0
61	Participations de tiers	13'235	132'975	751	0	0
62	Remboursements de prêts et de participations	0	0	0	0	0
66	Subventions	0	0	14'819	1'155'895	122'960
68	Amortissements et réserves	3'666'648	5'976'301	2'850'021	2'961'713	2'442'921
TOTAL RECETTES		3'679'883	6'109'276	2'865'591	4'117'608	2'565'881
Contrôle dim/augm. investissements		OK	OK	OK	OK	OK
59/69	Diminution/augmentation invest. (si diminution, négatif)	3'573'863	1'376'029	5'238'833	-702'866	8'432'815
CAPITAUX (mobilisables à court terme)		2016	2017	2018	2019	2020
9101	Comptes chèques postaux	497'934	299'229	331'819	168'347	180'884
9102	Banques	2'350'258	2'612'982	6'827'417	6'113'219	2'388'522
9111	Compte courant auprès d'autres collectivités publiques	0	0	0	0	0
9120	Epargne (titres et placements)	0	0	0	0	0

9122	Prêts	0	0	0	0	0
915	Prêts et capitaux de dotations	11'794	16'394	13'994	11'794	11'794
Balance actif du bilan (total de l'actif)		62'235'905	59'954'553	67'848'082	65'578'597	70'234'828
10%	Fonds de roulement	6'223'591	5'995'455	6'784'808	6'557'860	7'023'483
TOTAL CAPITAUX		0	0	7'173'229	0	0
Dettes nettes		36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225

	ACTIFS DISPONIBLES NETS	2016	2017	2018	2019	2020
910	Disponibilités	2'901'774	2'935'743	7'173'227	6'291'188	2'588'641
911	Débiteurs et comptes courants	10'353'913	11'002'040	9'286'086	9'626'458	9'777'991
912	Placements du patrimoine financier	8'206'846	2'934'154	2'172'737	3'449'490	3'443'083
9123	<i>Terrains et immeubles du patrimoine financier</i>	2'180'649	2'197'999	2'163'499	3'440'549	3'440'549
913	Actifs transitoires	945'729	1'874'343	2'959'727	660'222	441'059
920	Engagements courants	2'066'158	2'922'631	2'696'362	1'652'795	3'001'609
925	Passifs transitoires	433'060	723'916	532'829	576'747	585'920
923	Engagements envers des entités	4'823'688	749'942	120'549	31'225	31'225
TOTAL ACTIFS DISPONIBLES NETS		12'904'706	12'151'794	16'078'538	14'326'043	9'191'472

	DETTE BRUTE	2016	2017	2018	2019	2020
9206	<i>Comptes courants créanciers</i>	15	4'081	0	0	0
921	Emprunts à court terme	0	0	0	0	0
922	Emprunts à moyen et long termes	31'300'000	33'800'000	36'900'000	36'900'000	40'000'000
923	Engagements envers des entités	4'823'688	749'942	120'549	31'225	31'225
TOTAL DETTE BRUTE		36'123'703	34'554'023	37'020'549	36'931'225	40'031'225
Taux d'intérêts moyen		1.6%	1.6%	1.5%	1.5%	1.3%

	FIN. SPECIAUX ET FONDS DE RESERVES	2016	2017	2018	2019	2020
9280	<i>Fonds alimentés par des recettes affectées</i>	1'081'100	1'212'985	642'707	297'310	947'152
9281	<i>Fonds de renouvellement et de rénovation</i>	1'447'851	1'327'101	1'484'980	1'450'295	1'504'020
9282	<i>Fonds de réserve</i>	16'213'939	14'343'771	20'593'202	19'789'874	19'281'508
TOTAL FONDS		18'742'891	16'883'858	22'720'889	21'537'479	21'732'681

	TAUX D'IMPÔT	2016	2017	2018	2019	2020
	PP + PM	66.0	66.0	66.0	66.0	64.5

	CORRECTIF AMORTISSEMENTS PATRIMOINE FIN.	2016	2017	2018	2019	2020
3301	<i>Amortissements des créances et débiteurs</i>	174'362	191'929	261'895	328'504	297'070
3302	<i>Amortissements des titres et placements</i>	0	0	0	0	0
3309	<i>Amortissements d'autres biens du patrimoine financier</i>	0	0	0	0	0

## Analyse financière

## Epalinges

Concepts de résultats							
Cl. Nature	Op.	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
4	+	Total des revenus d'exploitation	52'011'654	59'471'992	61'265'242	53'156'996	55'813'158
3	-	Total des charges d'exploitation	52'008'548	59'467'894	61'261'995	53'154'098	55'810'116
	=	SOLDE DE FONCTIONNEMENT	3'107	4'099	3'247	2'898	3'042
48	-	Prélèvements sur les réserves (sans domaines autofin. 48)	-2'475'190	-11'977'763	-1'856'870	-1'476'142	-2'971'229
49	-	Imputations internes (revenus)	-927'876	-1'177'845	-1'209'774	-1'226'495	-1'306'080
424	-	Gains comptables	0	0	0	-60'000	-472
332	+	Amortissements supplémentaires	1'799'418	4'074'608	728'927	701'749	0
333	+	Amortissements du découvert	0	0	0	0	0
38	+	Attributions aux réserves (sans domaines autofin. 381)	2'606'933	5'875'738	7'478'912	451'623	2'517'451
39	+	Imputations internes (charges)	927'876	1'177'845	1'209'774	1'226'495	1'306'080
	=	SOLDE DE FONCTIONNEMENT EPURE (SFE)	1'934'267	-2'023'319	6'354'216	-379'872	-451'208
330	+	Amortissements du patrimoine financier	174'362	191'929	261'895	328'504	297'070
331	+	Amortissements du patrimoine administratif	1'867'218	1'894'378	2'144'055	2'255'386	2'426'463
481	-	Prélèvements sur les réserves affectées (domaines autofin.)	-35'942	-7'588	-676'805	-517'508	-240'762
381	+	Attributions aux réserves affectées (domaines autofin.)	0	176'885	165'000	366'894	889'842
	=	MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405
60 à 67	+	Recettes d'investissement	13'235	132'975	15'570	1'155'895	122'960
50 à 58	-	Dépenses d'investissement	-7'253'746	-7'485'304	-8'104'424	-3'414'742	-10'998'696
	=	SOLDE FINANCIER (SF)	-3'300'605	-7'120'045	159'508	-205'443	-7'954'331
	+	RECETTES COURANTES	48'572'646	46'308'796	57'521'793	49'876'851	51'294'615
	-	DEPENSES COURANTES	44'632'740	46'076'511	49'273'431	47'823'447	48'373'210
	=	MARGE D'AUTOFINANCEMENT	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405

## Gestion de la dette

## Poids de la dette : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette avec les recettes courantes (quotité nette)

Max. 2.5 ans	DN / RC	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Dette nette (DN)	36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225
		Recettes courantes (RC)	48'572'646	46'308'796	57'521'793	49'876'851	51'294'615
		En nombre d'années	0.7	0.7	0.5	0.7	0.8

## Renouvellement de la dette : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette nette, dans le cas où toute la marge d'autofinancement y est affectée

Max. 30 ans	DN / MA	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Dette nette (DN)	36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225
		Marge d'autofinancement (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405
		En nombre d'années	9	149	4	18	14

## Poids des intérêts passifs : part des recettes courantes consacrée au financement des intérêts passifs

Max. 5-10 %	IP / RC	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Intérêts passifs (IP)	584'248	553'342	537'086	550'250	528'346
		Recettes courantes (RC)	48'572'646	46'308'796	57'521'793	49'876'851	51'294'615
		En %	1.2%	1.2%	0.9%	1.1%	1.0%

## Capacité économique d'endettement : montant maximum d'endettement supportable pour la commune

Min. égal au plafond d'endettement	MA / 30	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Marge d'autofinancement (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405
		Durée de remboursement maximum, 30 ans	30	30	30	30	30
		En CHF	118'197'180	6'968'550	247'450'855	61'602'117	87'642'151

## Ecart à la capacité économique d'endettement : montant maximum pour de nouveaux emprunts

> 0	CEE - DN	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Capacité économique d'endettement (CEE)	118'197'180	6'968'550	247'450'855	61'602'117	87'642'151
		Dette nette (DN)	36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225
		En CHF	82'073'477	-27'585'474	217'603'536	24'670'893	47'610'927

**Marge d'autofinancement minimum : marge d'autofinancement minimum tenant compte de la dette nette**

> 0	DN / 30	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Dette nette (DN)	36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225
		Durée de remboursement maximum, 30 ans	30	30	30	30	30
		En CHF	1'204'123	1'151'801	994'911	1'231'041	1'334'374

**Politique d'amortissement**

.	D / 30	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Amortissements comptables obligatoires (patrim. admin. +	1'867'218	1'894'378	2'144'055	2'255'386	2'426'463
		Dette brute (D)	36'123'703	34'554'023	37'020'549	36'931'225	40'031'225
		OK / Insuffisant	OK	OK	OK	OK	OK

**Bilan****Taux de couverture des réserves**

> 80%	ADN / RCO	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Actifs disponibles nets (ADN)	12'904'706	12'151'794	16'078'538	14'326'043	9'191'472
		Réserves comptables (RCO)	18'742'891	16'883'858	22'720'889	21'537'479	21'732'681
		En %	68.9%	72.0%	70.8%	66.5%	42.3%

**Investissements****Degré d'autofinancement : pourcentage des dépenses nettes d'investissement couvertes par la marge d'autofinancement**

Cf. document	MA / DNI	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Marge d'autofinancement (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405
		Dépenses nettes d'investissement (DNI)	7'240'511	7'352'330	8'088'854	2'258'847	10'875'736
		En %	54.4%	3.2%	102.0%	90.9%	26.9%

**Taux d'autofinancement : pourcentage des revenus courants disponibles pour l'autofinancement**

Bon > 20% Moyen 10% - 20%	MA / RC	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Marge d'autofinancement (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405
		Recettes courantes (RC)	48'572'646	46'308'796	57'521'793	49'876'851	51'294'615
		En %	8.1%	0.5%	14.3%	4.1%	5.7%

**Autres****Coefficient fiscal d'équilibre : taux d'impôt nécessaire pour équilibrer le compte d'exploitation (solde de fonctionnement épuré = 0)**

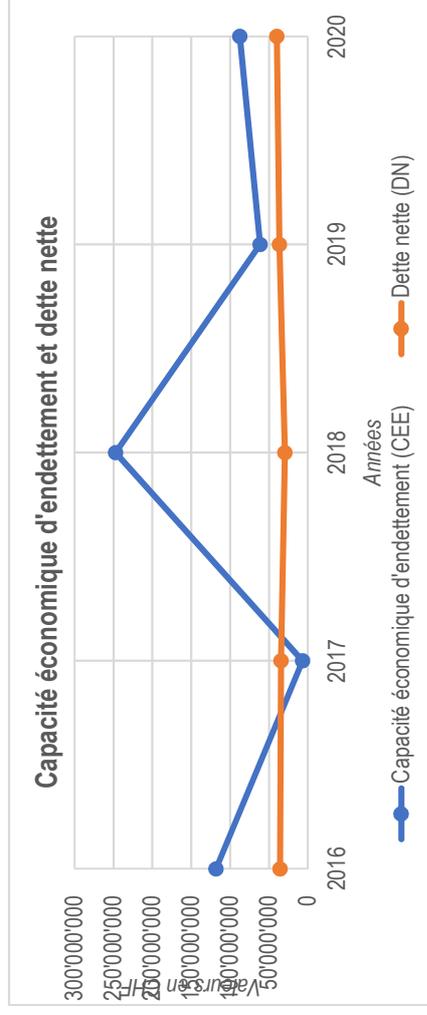
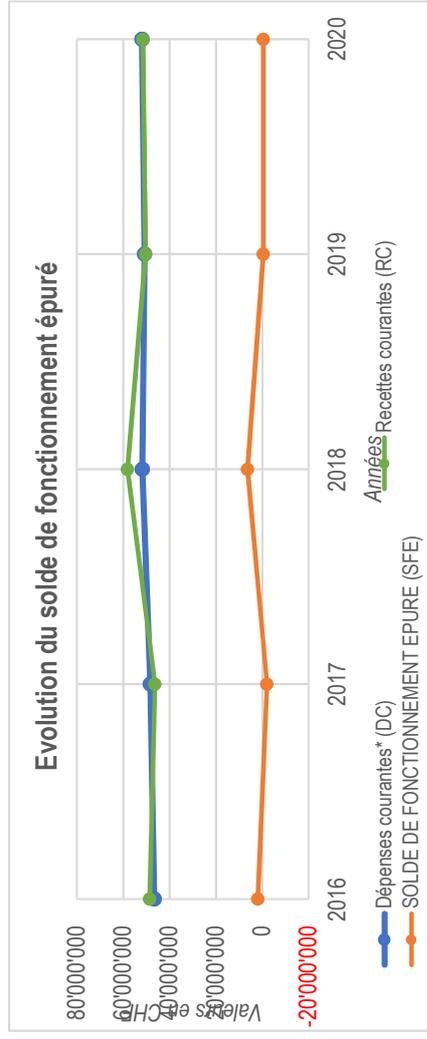
.	TX - (SFE / VPI)	Désignation	2016	2017	2018	2019	2020
		Valeur du point d'impôt PP+PM (VPI)	429'425	398'104	442'651	447'526	454'080
		Solde de fonctionnement épuré en pts d'impôt (SFE)	4.5	-5.1	14.4	-0.8	-1.0
		Taux d'impôt effectif (TX)	66.0	66.0	66.0	66.0	64.5
		Taux d'impôt d'équilibre	61.5	71.1	51.6	66.8	65.5

## Tableau de bord Epalinges

Résultats	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne	Croissance
Dépenses courantes* (DC)	46'674'321	48'339'703	51'844'381	50'774'231	51'986'585	49'923'844	2.18%
Recettes courantes (RC)	48'608'588	46'316'384	58'198'598	50'394'359	51'535'377	51'010'661	1.18%
<b>SOLDE DE FONCTIONNEMENT EPURE (SFE)</b>	<b>1'934'267</b>	<b>-2'023'319</b>	<b>6'354'216</b>	<b>-379'872</b>	<b>-451'208</b>	1'086'817	-174.74%
Amortissements comptables obligatoires + réserves affectées	2'005'639	2'255'604	1'894'146	2'433'276	3'372'613	2'392'256	10.95%
MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405	3'479'072	-5.81%
Dépenses d'investissements nets (DNI)	7'240'511	7'352'330	8'088'854	2'258'847	10'875'736	7'163'256	8.48%
<b>SOLDE FINANCIER (SF)</b>	<b>-3'300'605</b>	<b>-7'120'045</b>	159'508	<b>-205'443</b>	<b>-7'954'331</b>	<b>-3'684'183</b>	19.23%

Références et indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Coefficient fiscal d'équilibre	61.5	71.1	51.6	66.8	65.5
Dettes nettes (DN)	36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225
Capacité économique d'endettement (CEE)	118'197'180	6'968'550	247'450'855	61'602'117	87'642'151
Ecart à la capacité d'endettement	82'073'477	<b>-27'585'474</b>	217'603'536	24'670'893	47'610'927
Marge d'autofinancement minimum	1'204'123	1'151'801	994'911	1'231'041	1'334'374
Poids de la dette	0.7	0.7	0.5	0.7	0.8
Renouvellement de la dette	9	149	4	18	14
Poids des intérêts passifs	1.2%	1.2%	0.9%	1.1%	1.0%

Capacité économique  
d'endettement moyenne  
**104'372'171**



\* y compris les amortissements comptables obligatoires et réserves affectées

## Evaluation prospective

## Epalinges

Investissements						
<b>Simulation investissements I</b>	2021	2022	2023	2024	2025	
Montants et années des investissements	24'310'000	23'710'000	15'725'000	9'495'000	1'525'000	Durée de vie
Amortissements comptables		810'333	1'600'667	2'124'833	2'441'333	30
Charges et revenus d'exploitation des investissements	0	100'000	100'000	100'000	100'000	Comptabilisé
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	0	910'333	1'700'667	2'224'833	2'541'333	OUI
<b>Simulation investissements II</b>	2021	2022	2023	2024	2025	
Montants et années des investissements						Durée de vie
Amortissements comptables		0	0	0	0	30
Charges et revenus d'exploitation des investissements						Comptabilisé
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	0	0	0	0	0	NON
<b>Simulation investissements III</b>	2021	2022	2023	2024	2025	
Montants et années des investissements						Durée de vie
Amortissements comptables		0	0	0	0	30
Charges et revenus d'exploitation des investissements						Comptabilisé
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	0	0	0	0	0	NON

Intérêts passifs prévisionnels						
<b>INTERETS PASSIFS PREVISIONNELS</b>	2021	2022	2023	2024	2025	Taux d'intérêt
	400'312	618'712	835'312	975'262	1'055'512	1%

Exploitation						
<b>Dépenses courantes</b>	2021	2022	2023	2024	2025	Tx croissance
Dépenses (avec taux de croissance)	52'230'113	53'013'564	53'808'768	54'615'899	55'435'138	2%
Nouvelle valeur						
<b>TOTAL DEPENSES COURANTES</b>	52'230'113	53'013'564	53'808'768	54'615'899	55'435'138	
<b>Recettes courantes</b>	2021	2022	2023	2024	2025	Tx croissance
Recettes (avec taux de croissance)	52'205'337	52'884'006	53'571'498	54'267'928	54'973'411	1%
Nouvelle valeur						
<b>TOTAL RECETTES COURANTES</b>	52'205'337	52'884'006	53'571'498	54'267'928	54'973'411	

Concepts de résultats						
<b>Désignation</b>	2021	2022	2023	2024	2025	
Dépenses courantes*	52'630'425	54'542'610	56'344'747	57'815'995	59'031'983	
Recettes courantes	52'205'337	52'884'006	53'571'498	54'267'928	54'973'411	
<b>SOLDE DE FONCTIONNEMENT EPURE (SFE)</b>	-425'088	-1'658'604	-2'773'248	-3'548'067	-4'058'572	
Amortissements comptables antérieurs	2'653'712	2'653'712	2'653'712	2'653'712	2'653'712	
Mouvements réserves domaines affectés antérieurs	249'233	249'233	249'233	249'233	249'233	
Nouveaux amortissements comptables	0	810'333	1'600'667	2'124'833	2'441'333	
<b>MARGES D'AUTOFINANCEMENT (MA)</b>	2'477'857	2'054'675	1'730'363	1'479'711	1'285'706	
Dépenses nettes d'investissement (DNI)	-24'310'000	-23'710'000	-15'725'000	-9'495'000	-1'525'000	
<b>SOLDE FINANCIER (SF)</b>	-21'832'143	-21'655'325	-13'994'637	-8'015'289	-239'294	
<b>DETTE NETTE PREVISIONNELLE</b>	61'871'225	83'531'225	97'526'225	105'551'225	105'796'225	

Gestion de la dette						
<b>Poids de la dette : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette avec les recettes courantes (quotité nette)</b>						
<b>Désignation</b>	2021	2022	2023	2024	2025	
Dettes nettes (DN)	61'871'225	83'531'225	97'526'225	105'551'225	105'796'225	
Recettes courantes (RC)	52'205'337	52'884'006	53'571'498	54'267'928	54'973'411	
<b>En nombre d'années</b>	1.2	1.6	1.8	1.9	1.9	
<b>Renouvellement de la dette : nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette nette</b>						
<b>Désignation</b>	2021	2022	2023	2024	2025	
Dettes nettes (DN)	61'871'225	83'531'225	97'526'225	105'551'225	105'796'225	
Marge d'autofinancement (MA)	2'477'857	2'054'675	1'730'363	1'479'711	1'285'706	
<b>En nombre d'années</b>	25	41	56	71	82	

**Capacité économique d'endettement : montant maximum d'endettement supportable pour la commune**

Désignation	2021	2022	2023	2024	2025
Marge d'autofinancement (MA)	2'477'857	2'054'675	1'730'363	1'479'711	1'285'706
Durée de remboursement maximum, 30 ans	30	30	30	30	30
En CHF	74'335'707	61'640'238	51'910'897	44'391'336	38'571'173

**Marge d'autofinancement minimum : marge d'autofinancement minimum tenant compte de la dette nette**

Désignation	2021	2022	2023	2024	2025
Dette nette (DN)	61'871'225	83'531'225	97'526'225	105'551'225	105'796'225
Durée de remboursement maximum, 30 ans	30	30	30	30	30
En CHF	2'062'374	2'784'374	3'250'874	3'518'374	3'526'541

**Investissements****Degré d'autofinancement : pourcentage des dépenses nettes d'investissement couvertes par la marge d'autofinancement**

Désignation	2021	2022	2023	2024	2025
Marge d'autofinancement (MA)	2'477'857	2'054'675	1'730'363	1'479'711	1'285'706
Dépenses nettes d'investissement (DNI)	24'310'000	23'710'000	15'725'000	9'495'000	1'525'000
En %	10.2%	8.7%	11.0%	15.6%	84.3%

**Taux d'autofinancement : pourcentage des revenus courants disponibles pour l'autofinancement**

Désignation	2021	2022	2023	2024	2025
Marge d'autofinancement (MA)	2'477'857	2'054'675	1'730'363	1'479'711	1'285'706
Recettes courantes (RC)	52'205'337	52'884'006	53'571'498	54'267'928	54'973'411
En %	4.7%	3.9%	3.2%	2.7%	2.3%

## Tableau de bord de l'évaluation prospective

### Epalinges

Résultats	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses courantes* (DC)	46'674'321	48'339'703	51'844'381	50'774'231	51'986'585	52'630'425	54'542'610	56'344'747	57'815'995	59'031'983
Recettes courantes (RC)	48'608'588	46'316'384	58'198'598	50'394'359	51'535'377	52'205'337	52'884'006	53'571'498	54'267'928	54'973'411
<b>SOLDE DE FONCTIONNEMENT EPURE (SFE)</b>	<b>1'934'267</b>	<b>-2'023'319</b>	<b>6'354'216</b>	<b>-3'79'872</b>	<b>-451'208</b>	<b>-425'088</b>	<b>-1'658'604</b>	<b>-2'773'248</b>	<b>-3'548'067</b>	<b>-4'058'572</b>
Amortissements comptables obligatoires + réserves affectées	2'005'639	2'255'604	1'894'146	2'433'276	3'372'613	2'902'945	3'713'278	4'503'611	5'027'778	5'344'278
MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA)	3'939'906	232'285	8'248'362	2'053'404	2'921'405	2'477'857	2'054'675	1'730'363	1'479'711	1'285'706
Dépenses d'investissements nets (DNI)	7'240'511	7'352'330	8'088'854	2'258'847	10'875'736	-24'310'000	-23'710'000	-15'725'000	-9'495'000	-1'525'000
<b>SOLDE FINANCIER (SF)</b>	<b>-3'300'605</b>	<b>-7'120'045</b>	<b>159'508</b>	<b>-205'443</b>	<b>-7954'331</b>	<b>-21'832'143</b>	<b>-21'655'325</b>	<b>-13'994'637</b>	<b>-8'015'289</b>	<b>-239'294</b>

Références et indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dette nette (DN)	36'123'703	34'554'023	29'847'319	36'931'225	40'031'225	61'871'225	83'531'225	97'526'225	105'551'225	105'796'225
Capacité économique d'endettement (CEE)	118'197'180	6'968'550	247'450'855	61'602'117	87'642'151	74'335'707	61'640'238	51'910'897	44'391'336	38'571'173
Marge d'autofinancement minimum	1'204'123	1'151'801	994'911	1'231'041	1'334'374	2'062'374	2'784'374	3'250'874	3'518'374	3'526'541
Poids de la dette	0.7	0.7	0.5	0.7	0.8	1.2	1.6	1.8	1.9	1.9
Renouvellement de la dette	9	149	4	18	14	25	41	56	71	82

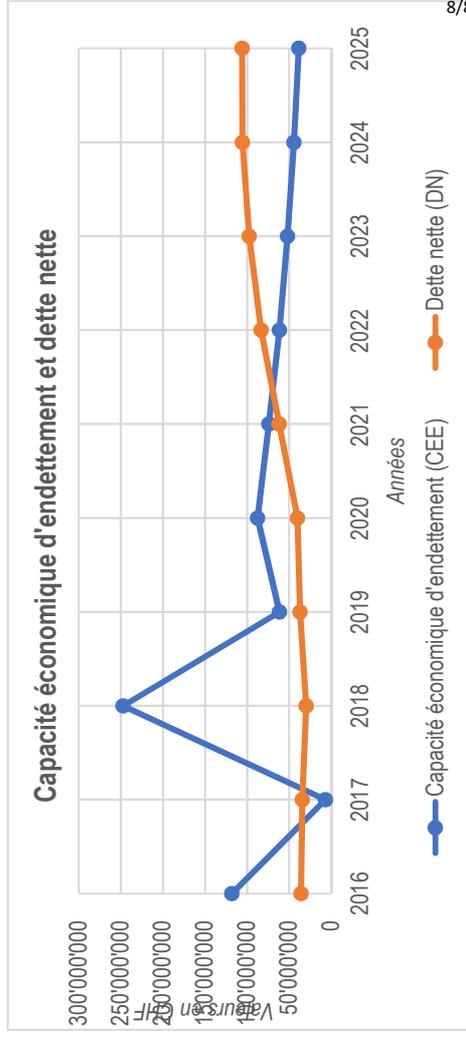
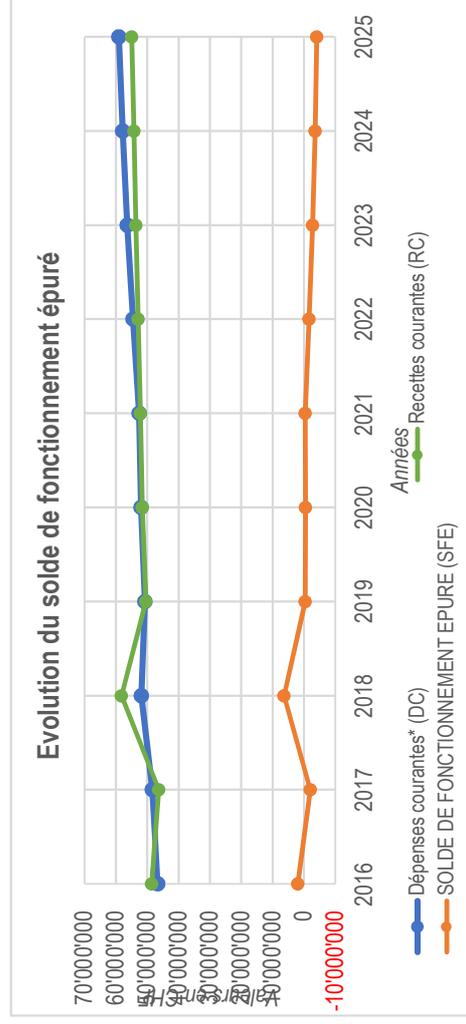
### CAPACITE ECONOMIQUE D'ENDETTEMENT MOYENNE

2016-2020

104'372'171

2021-2025

54'169'870



\* y compris les amortissements comptables obligatoires et réserves affectées

## Données communale

Annexe n° 7

BILAN - Résumé des comptes		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
920 + 921 + 922 + 923	Dettes et engagements	43'032'834	66'366'166	89'199'498	123'532'830	131'366'162	132'199'494	135'032'826
925	Passifs transitoires	585'920	580'000	600'000	600'000	600'000	600'000	600'000
910 + 911 + 912 + 913	Actifs circulants et patrimoine financier	16'250'774	14'194'406	11'237'638	28'243'370	25'571'002	23'090'734	20'729'866
	<i>Dette brute</i>	43'032'834	66'366'166	89'199'498	123'532'830	131'366'162	132'199'494	135'032'826
	<i>Dette nette</i>	27'367'980	52'751'760	78'561'860	95'889'460	106'395'160	109'708'760	114'902'960

FONCTIONNEMENT - Résumé des comptes		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
425	Revenus prêts du patrimoine administratif	-	-	-	-	-	-	-
427	Revenus immeubles du patrimoine admin.	210'640	254'500	255'000	255'000	255'000	255'000	255'000
431	Emoluments	478'380	513'300	500'000	520'000	525'000	530'000	535'000
40	Impôts	33'942'243	33'556'000	33'760'000	34'330'000	34'910'000	35'510'000	36'115'000
41	Patentes, concessions	33'122	33'500	33'500	33'500	33'500	33'500	33'500
42	Revenus du patrimoine	620'252	670'700	671'000	672'000	673'000	674'000	675'000
43	Taxes, émoluments, produits	4'649'930	4'317'800	4'330'700	4'343'000	4'356'000	4'369'000	4'383'000
44	Parts aux recettes cantonales	1'320'387	810'000	802'000	794'000	785'000	778'000	770'000
45	Participation, rebmts collectivités publiques	10'600'307	10'340'200	10'108'800	10'504'000	10'861'000	11'036'000	11'210'000
46	Autres participations, subventions	128'846	199'100	199'100	199'100	199'100	199'100	199'100
30	Autorité et personnel	10'408'856	10'941'880	11'005'000	11'067'000	11'130'000	11'193'000	11'257'500
31	Biens, services, marchandises	5'997'549	8'102'950	8'127'200	8'151'600	8'176'000	8'200'500	8'225'200
32	Intérêts passifs	538'718	727'900	842'000	1'229'600	1'307'300	1'304'700	1'297'100
330	Amortissements patrimoine financier	-	-	-	-	-	-	-
35	Remboursements, participations	28'724'271	28'245'150	28'978'000	29'500'000	30'040'000	30'590'000	31'150'000
36	Aides et subventions	2'703'817	2'989'120	3'033'000	3'050'000	3'075'000	3'100'000	3'150'000
	<i>Revenus courants</i>	51'295'087	49'927'300	49'905'100	50'875'600	51'817'600	52'599'600	53'385'600
	<i>Revenus fiscaux et autres</i>	34'664'386	34'357'300	34'548'500	35'138'500	35'723'500	36'328'500	36'938'500
	<i>Marge d'autofinancement</i>	2'921'877	-1'079'700	-2'080'100	-2'122'600	-1'910'700	-1'788'600	-1'694'200

INVESTISSEMENTS COMMUNAUX PROPRES		2021	2022	2023	2024	2025	2026
5	Dépenses d'investissement du patrimoine administratif	24'310'000	23'710'000	15'725'000	9'495'000	1'525'000	3'500'000
	Dépenses d'investissement du patrimoine financier	-	-	20'000'000	-	-	-
61 +62 +66	Recettes d'investissement du patrimoine administratif	-	-	520'000	900'000	-	-
	Recettes d'investissement du patrimoine financier	-	-	-	-	-	-
	<i>Investissements nets</i>	24'310'000	23'710'000	35'205'000	8'595'000	1'525'000	3'500'000
A financer par	Dette/Emprunt	23'500'000	23'000'000	34'500'000	8'000'000	1'000'000	3'000'000
	Trésorerie	810'000	710'000	705'000	595'000	525'000	500'000
		-	-	-	-	-	-
	Remboursements d'emprunts par des liquidités	166'668	166'668	166'668	166'668	166'668	166'668

Scolaire     Scolaire     Scolaire     Scolaire     Scolaire     Scolaire  
 Epuration     Epuration     Epuration     Epuration     Epuration     Epuration

# Plafond d'endettement

Législature 2021 - 2026

Commune

Epalinges

N° OFS

5584

District

Lausanne

Situation au 31.12.2020

	Sans ass. autofin.
<b>Quotité de dette brute</b>	<b>87%</b>
Dette brute	44'615'834
Revenus courants	51'295'087
<b>Quotité de dette nette</b>	<b>84%</b>
Dette nette	28'950'980
Revenus fiscaux et autres	34'664'386

Projections 2021 à 2026

Sans ass. autofin.	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Quotité de dette brute</b>	<b>144%</b>	<b>190%</b>	<b>254%</b>	<b>264%</b>	<b>262%</b>	<b>263%</b>
Dette communale	66'366'166	89'199'498	123'532'830	131'366'162	132'199'494	135'032'826
Dette associations	-	-	-	-	-	-
Cautionnements	5'543'000	5'543'000	5'543'000	5'543'000	5'543'000	5'543'000
<i>Total</i>	<i>71'909'166</i>	<i>94'742'498</i>	<i>129'075'830</i>	<i>136'909'162</i>	<i>137'742'494</i>	<i>140'575'826</i>
Revenus communaux	49'927'300	49'905'100	50'875'600	51'817'600	52'599'600	53'385'600
Revenus associations	-	-	-	-	-	-
<i>Total</i>	<i>49'927'300</i>	<i>49'905'100</i>	<i>50'875'600</i>	<i>51'817'600</i>	<i>52'599'600</i>	<i>53'385'600</i>
<b>Quotité de dette nette</b>	<b>170%</b>	<b>243%</b>	<b>289%</b>	<b>313%</b>	<b>317%</b>	<b>326%</b>
Dette communale	52'751'760	78'561'860	95'889'460	106'395'160	109'708'760	114'902'960
Dette associations	-	-	-	-	-	-
Cautionnements	5'543'000	5'543'000	5'543'000	5'543'000	5'543'000	5'543'000
<i>Total</i>	<i>58'294'760</i>	<i>84'104'860</i>	<i>101'432'460</i>	<i>111'938'160</i>	<i>115'251'760</i>	<i>120'445'960</i>
Revenus communaux	34'357'300	34'548'500	35'138'500	35'723'500	36'328'500	36'938'500
Revenus associations	-	-	-	-	-	-
<i>Total</i>	<i>34'357'300</i>	<i>34'548'500</i>	<i>35'138'500</i>	<i>35'723'500</i>	<i>36'328'500</i>	<i>36'938'500</i>

Choix fixé par le Conseil communal pour la législature

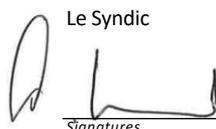
	Quotité brute	Quotité nette
Quotité de dette maximale en % pour la période 2021 - 2026	<b>250</b>	
Endettement sans associations autofinancées max. en CHF	128'546'167	-

## Commentaires

Plafond d'endettement et de cautionnement 2021-2026 arrondi à CHF 140'000'000.00.

Certifié conforme au préavis adopté par le Conseil communal dans sa séance du \_\_\_\_\_

Au nom de la Municipalité

Le Syndic  
  
 Signatures



La Secrétaire Municipale a.i.  


Prénoms/noms

Epalinges, le  
 15 juil. 21